

No. 37106

**France
and
Switzerland**

Agreement between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council on transfrontier cooperation in judicial, police and customs matters (with declaration). Berne, 11 May 1998

Entry into force: *1 September 2000, in accordance with article 37*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 December 2000*

**France
et
Suisse**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (avec déclaration). Berne, 11 mai 1998

Entrée en vigueur : *1er septembre 2000, conformément à l'article 37*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 décembre 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE RELATIF À LA COOPÉRATION
TRANSFRONTALIÈRE EN MATIÈRE JUDICIAIRE, POLICIÈRE ET
DOUANIÈRE

Le Gouvernement de la République française, et le Conseil fédéral suisse

Ci-après dénommés les Parties,

Animés de l'intention d'élargir la coopération engagée ces dernières années dans leur zone frontalière, entre les services chargés de missions de police et de douane,

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, sans affecter cependant la sécurité,

Vu la convention concernant les rapports de bon voisinage et la surveillance des forêts limitrophes conclue entre la Suisse et la France le 31 janvier 1938,

Vu l'accord entre la France et la Suisse relatif à la circulation frontalière du 1er août 1946,

Vu l'accord du 15 avril 1958 entre la Suisse et la France relatif aux travailleurs frontaliers,

Vu la convention du 28 septembre 1960 entre la France et la Suisse, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route,

Vu l'accord du 30 juin 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la prise en charge des personnes à la frontière,

Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I. DÉFINITIONS ET OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION

Article 1er. Services compétents

Les services compétents aux fins du présent accord sont, chacun pour ce qui les concerne :

Pour la Partie française :

- la police nationale;
- la gendarmerie nationale;
- la douane.

Pour la Partie suisse :

- les autorités fédérales de police, de police des étrangers et de douane;
- les polices cantonales;
- le corps des gardes-frontière.

Article 2. Zone frontalière

Pour l'application du présent accord, constitue la zone frontalière :

Pour la République française : les départements de la Haute-Savoie, de l'Ain, du Jura, du Doubs, le Territoire de Belfort et le département du Haut-Rhin.

Pour la Suisse : les cantons du Valais, de Genève, de Vaud, de Neuchâtel, du Jura, de Bâle - Campagne, de Soleure et de Bâle - Ville.

Article 3. Définitions

Au sens du présent accord, on entend par :

a) « centre de coopération policière et douanière », ou « centre commun », un centre institué à proximité de la frontière commune sur le territoire de l'une des deux Parties, au sein duquel se concrétisent les formes de coopération, notamment dans le domaine de l'échange d'informations, entre les membres des services compétents des deux Parties qui y sont détachés;

b) « agents », les personnes appartenant aux administrations compétentes des deux Parties et affectés dans les centres de coopération policière et douanière ou dans les unités territoriales situées dans la zone frontalière;

c) « surveillance », l'application de toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives des deux Parties, concernant la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité publics, la lutte contre les trafics illicites et l'immigration illégale.

Article 4. Objectifs

1. Les Parties engagent, dans le respect de leur souveraineté respective et du rôle des autorités administratives et judiciaires territorialement compétentes, une coopération trans-frontalière des services chargés de missions de police et de douane, par la définition de nouvelles modalités de coopération policière et douanière, par l'institution de centres de coopération policière et douanière et au moyen d'une coopération directe entre services correspondants.

2. Cette coopération s'exerce dans le cadre des structures et des compétences existantes.

TITRE II. MODALITÉS PARTICULIÈRES DE COOPÉRATION POLICIÈRE ET DOUANIÈRE

Article 5. Assistance sur demande

1. Les Parties contractantes s'engagent à ce que leurs services s'accordent, dans le respect de la législation nationale et dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables, pour autant que le droit national ne réserve pas la demande aux autorités judiciaires et que la demande ou son exécution n'implique pas l'application de mesures de contrainte par la Partie requise. Lorsque les ser-

vices requis ne sont pas compétents pour exécuter une demande, ils la transmettent aux autorités compétentes.

2. A côté des autorités centrales nationales, en vertu de leurs compétences générales, les services visés à l'article 1er peuvent, dans le cadre de leurs compétences respectives, se transmettre directement les demandes d'assistance concernant la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité publics, la lutte contre les trafics illicites et l'immigration illégale et portant notamment sur les domaines suivants :

- identification des détenteurs et des conducteurs de véhicules;
- demandes concernant des permis de conduire;
- recherches d'adresses actuelles et de résidences;
- identification de titulaires de lignes téléphoniques;
- établissement de l'identité des personnes;
- renseignements de police ou de douane provenant de fichiers informatisés, ou d'autres documents détenus par ces services;
- informations lors d'observations transfrontalières (cas d'urgence);
- informations lors de poursuites transfrontalières;
- préparation de plans et harmonisation de mesures de recherches ainsi que le déclenchement de recherches en urgence;
- vérifications de la présence de traces matérielles.

3. Les services ainsi requis sur la base du paragraphe 1 répondent directement aux demandes pour autant que le droit national n'en réserve pas le traitement aux autorités judiciaires. Dans cette hypothèse, la demande d'assistance est transmise directement et sans délai à l'autorité judiciaire territorialement compétente qui la traite comme une demande d'entraide judiciaire et adresse la réponse par l'intermédiaire des services initialement saisis.

4. Les autorités centrales nationales sont informées immédiatement de la demande directement transmise, dès lors qu'elle est d'une gravité particulière ou qu'elle revêt un caractère suprarégional. Ceci vaut également pour le déclenchement de recherches en urgence et leurs résultats.

Article 6. Assistance spontanée

Dans des cas particuliers, les services compétents des Parties peuvent, dans le respect de leur législation nationale et sans y être invités, communiquer à l'autre Partie des informations susceptibles d'aider celle-ci à prévenir des menaces concrètes à la sécurité et à l'ordre publics ou à lutter contre des faits punissables. La transmission d'informations se fera conformément à l'article 5 paragraphes 1 et 3 du présent accord.

Article 7. Observation transfrontalière

1. Les agents d'une des Parties qui, dans le cadre d'une enquête judiciaire, observent dans leur pays une personne présumée avoir participé à un fait punissable pouvant donner

lieu à extradition, sont autorisés à continuer cette observation sur le territoire de l'autre Partie lorsque celle-ci a autorisé l'observation transfrontalière sur la base d'une demande d'entraide judiciaire présentée au préalable. L'autorisation est valable pour l'ensemble du territoire. Elle peut être assortie de conditions.

Sur demande, l'observation sera confiée aux agents de la Partie sur le territoire de laquelle elle est effectuée.

La demande d'entraide judiciaire mentionnée à l'alinéa 1 doit être adressée à l'autorité désignée au paragraphe 5 pour accorder ou transmettre l'autorisation demandée.

2. Lorsque, pour des raisons particulièrement urgentes, l'autorisation préalable de l'autre Partie ne peut être demandée, les agents observateurs sont autorisés à continuer au-delà de la frontière l'observation d'une personne présumée avoir participé à la commission des faits punissables énumérés au paragraphe 6, dans les conditions ci-après :

a. Le franchissement de la frontière sera communiqué immédiatement durant l'observation à l'autorité de la Partie désignée au paragraphe 5, sur le territoire de laquelle l'observation continue;

b. Une demande d'entraide judiciaire présentée conformément au paragraphe 1 et exposant les motifs justifiant le franchissement de la frontière, sans autorisation préalable, sera transmise sans délai.

L'observation sera arrêtée dès que la Partie sur le territoire de laquelle elle a lieu le demande, suite à la communication visée au point a. ou à la demande visée au point b., ou si l'autorisation n'est pas obtenue douze heures après le franchissement de la frontière.

3. L'observation visée aux paragraphes 1 et 2 ne peut être exercée qu'aux conditions générales suivantes :

a. Les agents observateurs doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit de la Partie sur le territoire de laquelle ils opèrent; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes;

b. Sous réserve des situations prévues au paragraphe 2, les agents se munissent durant l'observation d'un document attestant que l'autorisation a été accordée;

c. Les agents observateurs devront être en mesure de justifier à tout moment de leur qualité officielle;

d. Les agents observateurs peuvent emporter leur arme de service pendant l'observation, sauf décision contraire expresse de la Partie requise; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense;

e. L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite;

f. Les agents observateurs ne peuvent ni interpellier ni arrêter la personne observée;

g. Toute opération fera l'objet d'un rapport aux autorités de la Partie sur le territoire de laquelle elle est intervenue; la comparution personnelle des agents observateurs peut être requise;

h. Les autorités de la Partie dont les agents observateurs sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de la Partie sur le territoire de laquelle l'observation a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé, y compris aux procédures judiciaires.

4. Les agents visés aux paragraphes 1 et 2 sont :

- en ce qui concerne la République française : les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques ou nuisibles, les agents des douanes;

- en ce qui concerne la Suisse : les autorités de poursuite pénale fédérale et cantonales et les agents des services de police des cantons.

5. L'autorité visée aux paragraphes 1 et 2 est :

- en ce qui concerne la République française : la direction centrale de la police judiciaire;

- en ce qui concerne la Suisse : les autorités de poursuite pénales fédérales et cantonales, par l'intermédiaire des centres de coopération policière et douanière.

6. L'observation telle que visée au paragraphe 2 ne peut avoir lieu que pour l'un des faits punissables suivants :

- assassinat,
- meurtre,
- viol,
- incendie volontaire,
- fausse monnaie,
- vol et recel aggravés,
- extorsion,
- enlèvement et prise d'otage,
- trafic d'êtres humains et notamment d'enfants à des fins pornographiques,
- trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,
- infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- destruction par explosifs,
- transport illicite de matières et déchets toxiques ou nuisibles.

Article 8. Poursuite transfrontalière

1. Les agents d'une des Parties qui, dans leur pays, suivent une personne prise en flagrant délit de commission d'une des infractions visées au paragraphe 5 ou de participation à l'une desdites infractions, sont autorisés à continuer la poursuite sans autorisation préalable sur le territoire de l'autre Partie lorsque ses autorités compétentes n'ont pu être averties préalablement de l'entrée sur ce territoire, en raison de l'urgence particulière, ou que ces autorités n'ont pu se rendre sur place à temps pour reprendre la poursuite.

Il en est de même lorsque la personne poursuivie, se trouvant en état d'arrestation provisoire ou purgeant une peine privative de liberté, s'est évadée.

Au plus tard au moment du franchissement de la frontière, les agents poursuivants font appel aux autorités compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu. La poursuite sera arrêtée dès que la Partie sur le territoire de laquelle la poursuite doit avoir lieu, le demande. A la demande des agents poursuivants, les autorités localement compétentes appréhenderont la personne poursuivie pour établir son identité ou procéder à son arrestation.

2. La poursuite transfrontalière doit être communiquée au plus tard au moment du franchissement de la frontière aux centres communs qui avisent :

Pour la République française : le procureur de la République territorialement compétent;

Pour la Suisse : le commandant de police cantonale et le commandant des gardes frontière compétents.

Dans les cas d'une gravité particulière, ou lorsque la poursuite a dépassé la zone frontalière, il convient d'en informer les autorités centrales nationales.

3. Les agents effectuant une poursuite dans le cadre du présent article ne disposent pas du droit d'interpellation.

4. Les poursuites pourront s'exercer sans limitation dans l'espace et dans le temps.

5. Les infractions visées au paragraphe 1 sont :

- assassinat,
- meurtre,
- viol,
- incendie volontaire,
- fausse monnaie,
- vol et recel aggravés,
- extorsion,
- enlèvement et prise d'otage,
- trafic d'êtres humains et notamment d'enfants à des fins pornographiques,
- trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,
- infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- destruction par explosifs,
- transport illicite de matières et déchets toxiques ou nuisibles,
- délit de fuite à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou des blessures graves.

6. La poursuite ne peut s'exercer qu'aux conditions générales suivantes :

a. Les agents poursuivants doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit de la Partie sur le territoire de laquelle ils opèrent; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes;

b. La poursuite se fait uniquement par les frontières terrestres y compris les lacs et cours d'eau;

c. L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite;

d. Les agents poursuivants sont aisément identifiables, soit par le port d'un uniforme, soit par un brassard ou par des dispositifs accessoires placés sur le véhicule; l'usage de tenue civile combiné avec l'utilisation de véhicules banalisés sans l'identification précitée est interdit; les agents poursuivants doivent être en mesure de justifier en tout temps de leur qualité officielle;

e. Les agents poursuivants peuvent emporter leur arme de service; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense;

f. A l'issue de la poursuite, les agents poursuivants se présentent devant les autorités localement compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont opéré et rendent compte de leur mission; à la demande de ces autorités, ils sont tenus de rester à disposition jusqu'à ce que les circonstances de leur action aient été suffisamment éclaircies; cette condition s'applique même lorsque la poursuite n'a pas conduit à l'arrestation de la personne poursuivie;

g. Les autorités de la Partie dont les agents poursuivants sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de la Partie sur le territoire de laquelle la poursuite a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé y compris aux procédures judiciaires.

7. Une personne qui, à l'issue de la poursuite, a été arrêtée par les autorités localement compétentes, peut, quelle que soit sa nationalité, être retenue aux fins d'audition. Les règles pertinentes du droit national sont applicables.

Si cette personne n'a pas la nationalité de la Partie sur le territoire de laquelle elle a été arrêtée, elle sera mise en liberté au plus tard six heures après l'arrestation, les heures entre minuit et neuf heures non comptées, à moins que les autorités localement compétentes aient reçu un avis annonçant une demande d'arrestation provisoire aux fins d'extradition sous quelque forme que ce soit.

8. Les agents visés aux paragraphes précédents sont :

- en ce qui concerne la République française : les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que les agents des douanes, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de matières et déchets toxiques ou nuisibles.

- en ce qui concerne la Suisse : les agents des polices fédérales et cantonales et du corps des gardes-frontière.

Article 9. Respect et communication des règles de la circulation et moyens techniques

1. Lors d'une observation ou d'une poursuite transfrontalière, les agents de police ou de douane de l'Etat voisin sont soumis, pour ce qui concerne la circulation, aux mêmes dispositions légales que les policiers et douaniers de la Partie sur le territoire de laquelle s'exerce l'observation ou la poursuite. Les Parties s'informent mutuellement de la réglementation en vigueur sur ce point.

2. Les moyens techniques nécessaires pour faciliter l'observation ou la poursuite transfrontalières peuvent être utilisés pour autant que cela soit admis par la législation de la Partie sur le territoire de laquelle l'observation ou la poursuite est effectuée.

3. Les Parties s'engagent à réunir les conditions préalables à l'utilisation par les services des moyens aériens, dans le cadre de l'observation ou de la poursuite ou à l'occasion d'autres interventions transfrontalières décidées en commun par les services désignés à l'article 1er.

Article 10. Détachement de fonctionnaires de liaison

1. Les Parties peuvent conclure des accords particuliers permettant le détachement, pour une durée déterminée ou indéterminée, de fonctionnaires de liaison auprès des services de l'autre Partie.

2. Le détachement de fonctionnaires de liaison pour une durée déterminée ou indéterminée a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties notamment en accordant l'assistance :

a. sous la forme d'échange d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité;

b. dans l'exécution de demandes d'assistance policière ou douanière.

3. Les fonctionnaires de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police ou de douane. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie d'origine et par la Partie auprès de laquelle ils sont détachés. Ils font régulièrement rapport au chef du service auprès duquel ils sont détachés.

4. Les Parties peuvent convenir par un accord spécifique bilatéral ou multilatéral que les fonctionnaires de liaison d'une Partie détachés auprès d'Etats tiers représentent également les intérêts de l'autre Partie. En vertu d'un tel accord, les fonctionnaires de liaison détachés auprès d'Etats tiers fournissent des informations à l'autre Partie, sur demande ou de leur propre initiative, et accomplissent, dans les limites de leurs compétences, des missions pour le compte de cette Partie. Les Parties s'informent mutuellement de leurs intentions relatives au détachement de fonctionnaires de liaison dans des Etats tiers.

TITRE III. CENTRES DE COOPÉRATION POLICIÈRE ET DOUANIÈRE

Article 11. Organisation

1. Les centres communs sont installés à proximité de la frontière commune des deux Parties et destinés à accueillir un personnel composé d'agents des deux Parties.

2. Les services compétents des deux Parties déterminent d'un commun accord les installations nécessaires au fonctionnement des centres communs.

3. Les frais de construction et d'entretien de chaque centre sont partagés à égalité entre chaque Partie.

4. Les centres communs sont signalés par des inscriptions officielles.

5. A l'intérieur des locaux affectés à leur usage exclusif au sein des centres communs, les agents de l'Etat limitrophe sont habilités à assurer la discipline. Ils peuvent, si besoin est, requérir à cet effet l'assistance des agents de l'Etat de séjour.

6. Les Parties s'accordent aux fins du service toutes facilités dans le cadre de leurs lois et règlements en ce qui concerne l'utilisation des moyens de télécommunication.

7. Les Parties tiennent à jour la liste des agents affectés dans les centres communs et se la transmettent.

8. Les lettres et paquets de service en provenance ou à destination des centres communs peuvent être transportés par les soins des agents qui y sont affectés sans l'intermédiaire du service postal.

Article 12. Implantation

Après la signature du présent accord, un protocole fixera l'implantation du ou des centres communs.

Par un échange de notes, leur nombre et leur siège peuvent être modifiés ultérieurement.

Article 13. Fonction

Les centres communs sont à la disposition des services visés à l'article 1er, en vue de favoriser le bon déroulement de la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, et afin de sauvegarder l'ordre et la sécurité publics, de lutter contre les trafics illicites, l'immigration illégale et la délinquance dans la zone frontalière.

Article 14. Missions particulières

Au sein des centres communs, dans les domaines visés à l'article 13, les services compétents contribuent :

- à la coordination de mesures conjointes de surveillance dans la zone frontalière,
- à la préparation et à la remise d'étrangers en situation irrégulière dans le respect des accords en vigueur,
- à la préparation et au soutien des observations et des poursuites visées aux articles 7 et 8 du présent accord.

Article 15. Travail en commun

1. Les agents en fonction dans les centres communs travaillent en équipe et s'échangent les informations qu'ils recueillent. Ils peuvent répondre aux demandes d'informations des services compétents des deux Parties, dans les conditions prévues à l'article 5 paragraphe 3 du présent accord.

2. Les services compétents de chaque Partie désignent un agent responsable de l'organisation du travail commun.

TITRE IV. COOPÉRATION DIRECTE

Article 16. Correspondance entre unités opérationnelles

A chaque unité opérationnelle d'un service désigné à l'article 1er, compétente dans la zone frontalière, correspondent une ou plusieurs unités opérationnelles des services de l'autre Partie. Ces correspondances donnent lieu aux échanges privilégiés d'informations et de personnels entre unités opérationnelles prévus par les dispositions du présent titre.

Chaque unité opérationnelle assure un contact régulier avec ses unités correspondantes.

Article 17. Coopération entre unités correspondantes

Les unités correspondantes des deux Parties telles que définies à l'article 16 engagent une coopération transfrontalière directe en matière policière et douanière. Dans ce cadre, ces unités ont ensemble, en particulier, pour mission de :

coordonner leurs actions communes, afin de sauvegarder l'ordre et la sécurité publics, de lutter contre les trafics illicites, l'immigration illégale et la délinquance dans la zone frontalière,

recueillir et échanger des informations en matière policière et douanière.

Article 18. Détachement d'agents

1. Chaque service compétent de l'une des Parties peut détacher des agents dans les unités correspondantes de l'autre Partie au sens de l'article 16 du présent accord. Ces agents sont choisis dans la mesure du possible parmi ceux qui servent ou ont déjà servi dans les unités correspondantes de celles dans lesquelles ils sont détachés.

2. Ces agents sont des fonctionnaires de liaison au sens de l'article 10 du présent accord. L'accord de détachement visé à l'article 10 paragraphe 1 du présent accord mentionne pour chacun de ces agents les particularités des tâches à exécuter et la durée du détachement.

Article 19. Rôle des agents détachés

1. Les agents visés à l'article 18 du présent accord travaillent en relation avec les unités correspondantes de l'unité auprès de laquelle ils sont affectés. Ils ont à ce titre à connaître des dossiers qui possèdent ou peuvent posséder une dimension transfrontalière. Le choix de ces dossiers est arrêté d'un commun accord entre les responsables des unités correspondantes.

2. Ces agents peuvent être chargés de participer à des enquêtes communes, sous réserve des règles de procédure pénale de chacune des Parties, et à la surveillance de manifestations publiques auxquelles les services de l'autre Partie sont susceptibles de s'intéresser. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome des mesures de police ou de douane.

Article 20. Réunions périodiques entre responsables

Les responsables des unités correspondantes se réunissent régulièrement et en fonction des besoins opérationnels propres au niveau de responsabilité des unités concernées. A cette occasion :

- ils procèdent au bilan de la coopération de leurs unités;
- ils échangent leurs données statistiques sur les différentes formes de criminalité relevant de leur compétence;
- ils élaborent et mettent à jour des schémas d'intervention commune pour les situations nécessitant une coordination de leurs unités de part et d'autre de la frontière;
- ils élaborent en commun des plans de recherche;
- ils organisent des patrouilles au sein desquelles une unité de l'une des deux Parties peut recevoir l'assistance d'un ou plusieurs agents d'une unité de l'autre Partie;
- ils programment des exercices communs dans la zone frontalière;
- ils s'accordent sur les besoins de coopération prévisibles en fonction des manifestations prévues ou de l'évolution des diverses formes de délinquance.

Un procès-verbal est dressé à l'issue de chaque réunion.

TITRE V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21. Responsabilité pénale des agents exerçant une poursuite ou une observation

Au cours des opérations visées aux articles 7 et 8 du présent accord, les agents en mission sur le territoire de l'autre Partie sont soumis aux régimes de responsabilité civile et pénale de la Partie sur le territoire de laquelle ils se trouvent, en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient.

Article 22. Responsabilité civile en cas d'observation ou de poursuite

1. Lorsque, conformément aux articles 7 et 8 du présent accord, les agents d'une Partie se trouvent en mission sur le territoire de l'autre Partie, la première Partie est responsable des dommages qu'ils causent pendant le déroulement de la mission, conformément au droit de la Partie sur le territoire de laquelle ils opèrent.

2. La Partie sur le territoire de laquelle les dommages visés au paragraphe 1 sont causés assume la réparation de ces dommages dans les conditions applicables aux dommages causés par ses propres agents.

3. La Partie dont les agents ont causé des dommages à quiconque sur le territoire de l'autre Partie rembourse intégralement à cette dernière les sommes qu'elle a versées aux victimes ou à leurs ayants-droit.

4. Sans préjudice de l'exercice de ses droits à l'égard des tiers et à l'exception de la disposition du paragraphe 3, chacune des Parties renoncera, dans le cas prévu au paragraphe 1, à demander le remboursement du montant des dommages qu'elle a subis à l'autre Partie.

Article 23. Statut juridique des agents pour les cas autres que la poursuite ou l'observation

1. Les agents exerçant leurs fonctions sur le territoire de l'autre Partie en application des dispositions contenues dans les Titres III et IV du présent accord relèvent de leur hiérarchie d'origine mais respectent le règlement intérieur de l'unité de détachement ou du centre commun dans lequel ils sont affectés.

2. Chaque Partie accorde aux agents de l'autre Partie, détachés dans ses unités ou affectés dans les centres communs situés sur son territoire, la même protection et assistance qu'à ses propres agents.

3. Les dispositions pénales en vigueur dans chaque Etat pour la protection des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions sont également applicables aux infractions commises contre les agents de l'autre Partie détachés dans ses unités ou affectés dans les centres communs situés sur son territoire.

4. Les agents détachés en application de l'article 18 ou affectés dans un centre commun, sont soumis aux régimes de responsabilité civile et pénale de la Partie sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

5. Les agents détachés en application de l'article 18 ou affectés dans un centre commun peuvent se rendre dans leur unité de détachement et effectuer leur service en portant leur uniforme national ou un signe distinctif apparent, ainsi que leurs armes réglementaires à la seule fin d'assurer, le cas échéant, leur légitime défense.

6. La convention du 9 septembre 1966 entre la Suisse et la France en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune s'applique aux agents détachés ou affectés dans un centre commun.

Article 24. Bilan périodique de la coopération

Les services compétents des deux Parties dans la zone frontalière et les responsables locaux des centres communs se réunissent au moins deux fois par an pour procéder au bilan de leur coopération, pour élaborer un programme de travail commun et pour contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de stratégies coordonnées sur tout ou partie de la frontière commune ou dans la zone frontalière.

Un procès-verbal est dressé à l'issue de chaque réunion.

Article 25. Renforts de durée limitée

Hors des situations de détachement visées à l'article 18, chaque service compétent de l'une des Parties peut mettre à la disposition des unités opérationnelles correspondantes de l'autre Partie ou des centres communs, un ou plusieurs agents pour des durées inférieures à quarante-huit heures selon les besoins liés à une affaire particulière. Ces agents sont soumis aux dispositions de l'article 23 du présent accord.

Article 26. Diffusion des informations

Les services des Parties :

- se communiquent les organigrammes et les coordonnées des unités opérationnelles de la zone frontalière;
- élaborent un code simplifié pour désigner les lieux d'engagement opérationnel;
- s'échangent leurs publications professionnelles et organisent une collaboration réciproque régulière à la rédaction de ces dernières;
- diffusent les informations échangées auprès des centres communs et des unités correspondantes.

Article 27. Formation linguistique

En tant que de besoin, les Parties favorisent une formation linguistique appropriée à ceux de leurs agents qui sont susceptibles de servir dans les centres communs et les unités correspondantes. Elles assurent une mise à jour des connaissances linguistiques aux agents dont l'affectation dans la zone frontalière est confirmée.

Article 28. Echange de stagiaires

Les Parties procèdent à des échanges de stagiaires afin de familiariser leurs agents avec les structures et les pratiques des services de l'autre Partie.

Article 29. Visites périodiques et séminaires

1. Les Parties organisent des visites réciproques entre leurs unités correspondantes de la zone frontalière.
2. Elles peuvent inviter des agents désignés par l'autre Partie à participer à leurs séminaires professionnels et autres modes de formation continue.

Article 30. Protection des données

1. Dans les domaines de coopération visés par le présent accord, les données personnelles sont collectées, traitées, communiquées et accessibles dans le respect des dispositions nationales et internationales pertinentes en matière de protection des données. En particulier, les données doivent être :

- a) traitées loyalement et licitement;
- b) collectées ou communiquées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes notamment dans les domaines visés à l'article 5 paragraphe 2 et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités;
- c) adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées, traitées ou communiquées;
- d) exactes et, si nécessaire, mises à jour ou rectifiées;
- e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées;

f) accessibles à toute personne justifiant de son identité et pour les données la concernant.

2. Toute information communiquée en application du présent accord revêt un caractère confidentiel selon les règles applicables dans chaque Partie. Elle est couverte par l'obligation du secret professionnel et bénéficie de la protection accordée à des informations similaires par les lois applicables en la matière sur le territoire de la Partie qui l'a reçue.

3. Les données personnelles, c'est à dire toutes les informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, ne peuvent être échangées entre les services compétents visés à l'article 1, que si les deux Parties accordent à ces données un niveau de protection équivalent. Les données relatives à des tiers non concernés ne doivent en aucun cas être conservées. De même, la transmission par l'une des deux Parties de données à caractère personnel à un pays tiers, reste subordonnée à l'autorisation de la Partie qui les a initialement fournies.

4. La consultation des données personnelles traitées automatiquement par une Partie est réservée uniquement aux agents de cette dernière. Les Parties prennent les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles contre tout accès ou traitement non autorisé.

5. L'échange de données personnelles s'effectue sans préjudice des éventuelles obligations de préserver les intérêts essentiels de chaque Etat. Les refus de communication doivent être motivés.

Article 31. Dispositions d'ordre financier

Les dispositions du présent accord s'entendent dans le cadre et les limites des ressources budgétaires de chacune des Parties.

Article 32. Exemption des formalités relatives aux étrangers

Les agents exerçant leurs fonctions sur le territoire de l'autre Partie ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers, pas plus que les membres de leur famille vivant à leur charge.

Article 33. Respect des réglementations nationales en matière fiscale et douanière

La coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière s'exerce dans le respect des réglementations nationales pertinentes en matière fiscale et douanière.

Article 34. Accord CE sur l'assistance mutuelle douanière

La coopération entre les administrations douanières, prévue par le présent accord, s'exerce sans préjudice des dispositions du protocole additionnel du 9 juin 1997 relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre la Communauté européenne et la Suisse.

Article 35. Accords existants

Le présent accord n'affecte pas l'application des accords bilatéraux en vigueur entre la France et la Suisse.

Article 36. Règlement des différends

1. Les difficultés liées à l'application ou à l'interprétation du présent accord feront l'objet de consultations entre les autorités compétentes des deux Parties.

2. Chaque Partie peut exiger la réunion d'experts des deux Gouvernements afin de résoudre les questions relatives à l'application de cet accord et de soumettre des propositions pour le développement de la coopération.

Article 37. Entrée en vigueur, durée et dénonciation

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le premier jour du mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties peut le dénoncer à tout moment avec un préavis de 6 mois. Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties découlant de la coopération engagée dans le cadre du présent accord.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait en langue française à Berne le 11 mai 1998 en double exemplaire.

Pour le Gouvernement de la République française :

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Pour le Conseil fédéral suisse :

ARNOLD KOLLER

DÉCLARATION COMMUNE DES PARTIES CONTRACTANTES À L'OCCASION
DE LA SIGNATURE DE L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE RELATIF À LA
COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE EN MATIÈRE JUDICIAIRE,
POLICIÈRE ET DOUANIÈRE

« Les Gouvernements des Parties contractantes déclarent qu'après avoir signé le présent accord, elles entameront ou poursuivront des discussions dans les domaines suivants :

- amélioration et simplification de la pratique en matière d'extradition,
- amélioration de la coopération en ce qui concerne les poursuites liées aux infractions commises en matière de circulation routière,
- examen des possibilités d'extension de l'entraide judiciaire à des domaines tels que les enquêtes sous couverture et les livraisons surveillées,
- examen des possibilités de coopération accrue à l'aide des systèmes d'information nationaux. »

Fait à Berne le 11 mai 1998, en double exemplaire.

Pour le Gouvernement de la République Française :

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Pour le Conseil fédéral suisse :

ARNOLD KOLLER

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE SWISS FEDERAL COUNCIL ON TRANSFRONTIER COOPERATION IN JUDICIAL, POLICE AND CUSTOMS MATTERS

The Government of the French Republic and the Swiss Federal Council,
Hereinafter referred to as the Parties,

Motivated by the intention of broadening the cooperation introduced in recent years in their frontier zone between the services responsible for police and customs duties,

Desiring to develop cooperation between the two Parties in order to ensure more effective application of the provisions on the movement of persons, but without affecting security,

Further to the Convention concerning Neighbourly Relations and the Surveillance of Frontier Forests concluded between Switzerland and France on 31 January 1938,

Further to the Agreement between France and Switzerland concerning movement in the frontier zone of 1 August 1946,

Further to the Agreement between Switzerland and France concerning frontier workers of 15 April 1958,

Further to the Convention concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,

Further to the Agreement between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council concerning readmission of persons at the frontier of 30 June 1965,

Have agreed on the following provisions:

PART I. DEFINITIONS AND OBJECTIVES OF COOPERATION

Article 1. Competent services

For the purposes of this Agreement, the competent services for each of the Parties respectively shall be:

For the French side:

The national police;

The national gendarmerie;

The customs service.

For the Swiss side:

The federal police authorities, the immigration authorities and the customs authorities;

The cantonal police;

The corps of frontier guards.

Article 2. Frontier zone

For the application of this Agreement, the frontier zone shall comprise:

For the French Republic: the departments of Haute-Savoie, Ain, Jura, Doubs, the Territory of Belfort and the department of Haut-Rhin.

For Switzerland: the cantons of Valais, Geneva, Vaud, Neuchâtel, Jura, Bâle-Campagne, Soleure and Bâle-Ville.

Article 3. Definitions

For the purposes of this Agreement:

(a) "Police and customs cooperation centre" or "joint centre" shall mean a centre set up in the vicinity of the common frontier in the territory of either of the Parties in which practical effect is given to forms of cooperation, in particular in the field of information exchange, between members of the competent services of the two Parties on secondment in such centre;

(b) "Agents" shall mean persons belonging to the competent administrations of either Party and assigned to the police and customs cooperation centres or to the territorial units in the frontier zone;

(c) "Surveillance" shall mean the application of any of the legislative, regulatory or administrative provisions of either Party concerning the maintenance of public order and security, combating illicit trafficking and illegal immigration.

Article 4. Objectives

1. The Parties, with due regard to their respective sovereignty and to the role of the territorially competent administrative and judicial authorities, shall institute transfrontier cooperation between the service responsible for police and customs duties, through the definition of new police and customs cooperation procedures, through the establishment of police and customs cooperation centres and through direct cooperation between the corresponding services.

2. Such cooperation shall take place within the framework of existing structures and competences.

PART II. SPECIFIC POLICE AND CUSTOMS COOPERATION PROCEDURES

Article 5. Assistance on request

1. The Contracting Parties undertake that their services, with due respect for national legislation and within the limits of their respective competence, shall grant assistance for the purposes of the prevention and identification of offences, provided that, under the national law, such requests are not the sole responsibility of the judicial authorities and that the request or compliance with it does not entail the application of enforcement measures

by the requested Party. Where the requested services are not competent to comply with a request, they shall refer it to the competent authorities.

2. In addition to the national governmental authorities, by virtue of their general powers, the services referred to in article 1 may, within the framework of their respective competence, refer directly to each other requests for assistance concerning the maintenance of public order and security, the combating of illicit trafficking and illegal immigration and covering, in particular, the following areas:

Identification of the owners and drivers of vehicles;

Requests concerning driving licences;

Enquiries as to current addresses and places of residence;

Identification of telephone line subscribers;

Establishing the identity of persons;

Police or customs information obtained from computer files or other documents in the possession of such services;

Reports on transfrontier surveillance (cases of emergency);

Information on the transfrontier pursuit of suspects;

Preparation of plans for, and harmonization of, search action and the initiation of urgent searches;

Notification of the existence of material evidence.

3. The services so requested on the basis of paragraph 1 shall respond directly to the requests provided that, under national law, the handling of such requests is not the sole responsibility of the judicial authorities, in which case the request for assistance shall be transmitted directly, and without delay, to the territorially competent judicial authority which shall treat it as a request for judicial assistance and shall forward the response through the services that were initially requested.

4. The national governmental authorities shall be informed immediately of the directly transmitted request if it is of particular seriousness or is of supranational nature. The same shall apply to the initiation of urgent searches and to their results.

Article 6. Voluntary assistance

In specific cases, the competent services of the Parties may, with due respect for their national legislation and without being requested, transmit information to the other Party that is likely to assist it in preventing specific threats to public safety and order, or in taking action to deal with offences. The information shall be transmitted in accordance with article 5, paragraphs 1 and 3, of this Agreement.

Article 7. Transfrontier surveillance

1. Where the agents of either Party, in the context of a judicial investigation, are keeping under surveillance in their country a person suspected of having taken part in an offence that might be extraditable, they shall be authorized to continue their surveillance in the ter-

ritory of the other Party if the latter has authorized transfrontier surveillance on the basis of a previously submitted request for judicial assistance. The authorization shall be valid for the entire territory. It may be subject to conditions.

On request, the surveillance shall be entrusted to the agents of the Party in the territory of which it is carried out.

The request for judicial assistance mentioned in paragraph 1 shall be addressed to the authority designated in paragraph 5 to grant or transmit the authorization requested.

2. Where, for particularly urgent reasons, the prior authorization of the other Party cannot be requested, the agents carrying out the surveillance shall be authorized to cross the frontier to keep under surveillance a person who is suspected of having been involved in committing any of the offences listed in paragraph 6, subject to the following conditions:

(a) The crossing of the frontier shall be immediately notified during the surveillance to the authority of the Party designated in paragraph 5, in the territory of which the surveillance continues;

(b) A request for judicial assistance submitted in accordance with paragraph 1 and setting out the reasons justifying the crossing of the frontier without prior authorization shall be transmitted without delay.

The surveillance shall be called off as soon as the Party in whose territory it takes place so requests following the notification referred to in subparagraph (a) or the request referred to in subparagraph (b), or where authorization is not obtained within 12 hours of the crossing of the frontier.

3. The surveillance referred to in paragraphs 1 and 2 may only be carried out subject to the following general conditions:

(a) The agents carrying out the surveillance shall comply with the provisions of this article and with the law of the Party in whose territory they operate; they shall comply with the orders of the locally competent authorities;

(b) Subject to the situations covered by paragraph 2, the agents shall obtain, during the course of the surveillance, a document certifying that authorization has been granted;

(c) The agents carrying out the surveillance must be able at any time to provide proof of their official status;

(d) The agents carrying out the surveillance may carry their service weapons during the surveillance, except where specifically decided otherwise by the requested Party; the use of such weapons shall be prohibited except in the case of legitimate self-defence;

(e) The agents carrying out the surveillance shall be forbidden to enter residences and places not accessible to the public;

(f) The agents carrying out the surveillance may not challenge or arrest the person under surveillance;

(g) A report on every operation shall be submitted to the authorities of the Party in whose territory it took place; the agents carrying out the surveillance may be required to attend in person;

(h) The authorities of the Party from which the agents carrying out the surveillance come, if so requested by the authorities of the Party in whose territory the surveillance took

place, shall assist the investigation following the operation in which they took part, including any judicial proceedings.

4. The agents referred to in paragraphs 1 and 2 shall:

With respect to the French Republic: be officers and agents of the criminal investigation service of the national police and the national gendarmerie, and customs officers, with respect to their duties concerning illicit traffic in drugs and psychotropic substances, traffic in arms and explosives and illicit transport of toxic or noxious wastes;

With respect to Switzerland: be the authorities responsible for federal and cantonal judicial proceedings and agents of the cantonal police services.

5. The authorities referred to in paragraphs 1 and 2 shall:

With respect to the French Republic: be the governmental directorate of the criminal investigation service;

With respect to Switzerland: be the authorities responsible for federal and cantonal judicial proceedings, through the police and customs cooperation centres.

6. Surveillance, as referred to in paragraph 2, can be carried out only in connection with one of the following offences:

Assassination;

Murder;

Rape;

Fire-raising;

Money counterfeiting;

Aggravated theft and receiving stolen goods;

Extortion;

Abduction and hostage-taking;

Traffic in human beings, particularly children, for pornographic purposes;

Illicit traffic in drugs and psychotropic substances;

Breaches of statutory provisions relating to arms and explosives;

Causing destruction by means of explosives;

Illicit transport of toxic or noxious substances and wastes.

Article 8. Transfrontier pursuit

1. The agents of either Party who are following a person in their country who has been detected in the act of committing or participating in one of the offences referred to in paragraph 5 shall be authorized to continue the pursuit without prior authorization in the territory of the other Party where it has not been possible to notify the competent authorities in advance of entry into such territory, because of the special urgency of the situation, or where those authorities have not been able to be present in time to take over the pursuit.

The same shall apply when the person being pursued has escaped while provisionally under arrest or serving a custodial sentence.

Not later than the time when they cross the frontier, the agents carrying out the pursuit shall notify the competent authorities of the Party in whose territory the pursuit is taking place. The pursuit shall be called off as soon as the Party in whose territory the pursuit is to take place so requests. At the request of the agents carrying out the pursuit, the locally competent authorities shall apprehend the person being pursued to establish such person's identity or arrest him or her.

2. Notification of the transfrontier pursuit shall be transmitted not later than the time when the frontier is crossed to the joint centres which will inform:

For the French Republic: the territorially competent procurator of the Republic;

For Switzerland: the cantonal police commandant and the commandant of the competent frontier guards.

In cases of particular gravity, or where the pursuit has gone beyond the frontier zone, the national governmental authorities should be so informed.

3. The agents carrying out a pursuit under this article shall not have the right to challenge suspects.

4. The pursuits may be carried out without limitation in space and time.

5. The offences referred to in paragraph 1 shall be:

Assassination;

Murder;

Rape;

Fire-raising;

Money counterfeiting;

Aggravated theft and receiving stolen goods;

Extortion;

Abduction and hostage-taking;

Traffic in human beings, particularly children, for pornographic purposes;

Illicit traffic in drugs and psychotropic substances;

Breaches of statutory provisions relating to arms and explosives;

Causing destruction by means of explosives;

Illicit transport of toxic or noxious substances and wastes;

A hit-and-run offence following an accident causing death or serious injury.

6. The pursuit may only be carried out subject to the following general conditions:

(a) The agents carrying out the pursuit shall comply with the provisions of this article and with the law of the Party in whose territory they are operating; they shall comply with the orders of the locally competent authorities;

(b) The pursuit shall be carried out exclusively across land frontiers including lakes and watercourses;

(c) Entering residences and places not accessible to the public shall be prohibited;

(d) The agents carrying out the pursuit shall be readily identifiable, either by the wearing of a uniform, or by an armband or by additional symbols placed on vehicles; the use of civilian clothes, in combination with the use of unmarked vehicles without the said identification shall be prohibited; the agents carrying out the pursuit must be able at any time to prove their official status;

(e) The agents carrying out the pursuit may carry their service weapons; their use shall be prohibited except in the case of legitimate self-defence;

(f) At the end of the pursuit, the agents carrying out the pursuit shall report to the competent authorities of the Party in whose territory they have been operating and shall give an account of their mission; at the request of those authorities, they shall be required to remain available until the circumstances of their action have been sufficiently clarified; this condition shall apply even in cases where the pursuit did not lead to the arrest of the person being pursued;

(g) The authorities of the Party from which agents carrying out the pursuit come, where requested by the authorities of the Party in whose territory the pursuit took place, shall give assistance to the inquiry following the operation in which they have participated, including the judicial procedures.

7. Any person who, following the pursuit, has been arrested by the locally competent authorities may, whatever his or her nationality, be detained for purposes of interrogation. The relevant rules of national law shall be applicable.

If such person does not have the nationality of the Party in whose territory he or she has been arrested, such person shall be released not later than 6 hours after being arrested, not counting hours between midnight and 9 a.m., unless the locally competent authorities have received notification of a request for the provisional arrest of such person for the purposes of extradition in whatever form.

8. The agents referred to in the above paragraphs shall:

With respect to the French Republic: be officers and agents of the criminal investigation service of the national police and the national gendarmerie, and customs officers, with respect to their duties concerning illicit traffic in drugs and psychotropic substances, traffic in arms and explosives and illicit transport of toxic or noxious materials and wastes;

With respect to Switzerland: be agents of the federal and cantonal police and of the frontier guards.

Article 9. Compliance with and notification of road traffic regulations and technical equipment

1. At the time of surveillance or of a transfrontier pursuit, the police and customs officers of the neighbouring State shall be subject, as far as road traffic is concerned, to the same legal requirements as the police and customs officers of the Party in whose territory the surveillance or pursuit is being conducted. The Parties shall inform each other of the regulations in force on this point.

2. The technical equipment necessary to facilitate the transfrontier surveillance or pursuit may be used to the extent permitted by the legislation of the Party in whose territory the surveillance or pursuit is carried out.

3. The Parties undertake to create the preconditions for the use by the services of air transport facilities in the context of surveillance or of pursuit or on the occasion of trans-frontier interventions jointly decided by the services specified in article 1.

Article 10. Secondment of liaison officers

1. The Parties may conclude special agreements for the secondment, for a specific or indeterminate period, of liaison officers to the services of the other Party.

2. The purpose of the secondment of liaison officers for a specific or indeterminate period is to promote and expedite cooperation between the Parties particularly in the granting of assistance:

(a) In the form of the exchange of information for the purposes of the prevention and suppression of crime;

(b) In compliance with requests for police or customs assistance.

3. The task of the liaison officers is to provide advice and assistance. They shall have no authority independently to give effect to police or customs measures. They shall provide information and carry out their tasks within the framework of the instructions given to them by the sending Party and by the Party to which they are seconded. They shall report regularly to the head of the service to which they are seconded.

4. The Parties may agree, through a specific bilateral or multilateral agreement, that the liaison officers of one Party who are seconded to third States shall also represent the interests of the other Party. Under such an agreement, liaison officers seconded to third States shall provide information to the other Party, on request or at their own initiative, and, within the limits of their authority, shall perform tasks on behalf of that Party. The Parties shall keep each other informed of their intentions concerning the secondment of liaison officers to third States.

PART III. POLICE AND CUSTOMS COOPERATION CENTRES

Article 11. Organization

1. The joint centres shall be established close to the common frontier of the two Parties and shall be designed to cater for a staff comprising agents of both Parties.

2. The competent services of both Parties shall jointly agree on the facilities necessary for the operation of the joint centres.

3. The construction and maintenance costs of each centre shall be shared equally between the Parties.

4. The joint centres shall be marked by official signs.

5. Inside the premises set aside for their exclusive use within the joint centres, the agents of the adjacent State shall be empowered to maintain discipline. They may, if necessary, request the assistance of the agents of the host State for that purpose.

6. For the needs of the service, the Parties shall provide themselves with all facilities under their laws and regulations with respect to the utilization of telecommunications.

7. The Parties shall maintain an up-to-date list of agents attached to the joint centres and shall communicate it to each other.

8. Official letters and packages coming from or going to the joint centres may be carried by the agents attached to such centres without recourse to the postal services.

Article 12. Location

After signature of this Agreement, the location of the joint centre or centres will be specified in a protocol.

Their number and headquarters may subsequently be altered through an exchange of notes.

Article 13. Function

The joint centres shall be at the disposal of the services referred to in article 1 with a view to promoting successful transfrontier cooperation in police and customs matters, and in order to maintain public order and security, and to prevent illicit trafficking, illegal immigration and crime in the frontier zone.

Article 14. Special tasks

Within the joint centres, in the areas referred to in article 13, the competent services shall contribute:

To the coordination of joint surveillance measures in the frontier zone;

To the preparation and sending back of illegal aliens with due respect for agreements in force;

To the preparation and support of surveillance and pursuit operations referred to in articles 7 and 8 of this Agreement.

Article 15. Joint activities

1. The agents in post in the joint centres shall work as a team and shall exchange the information they gather. They may respond to requests for information from the competent services of either Party, subject to the conditions set forth in article 5, paragraph 3, of this Agreement.

2. The competent services of each Party shall appoint an agent responsible for the organization of joint activities.

PART IV. DIRECT COOPERATION

Article 16. Correspondence between operational units

For each operational unit of a service specified in article 1 which has competence in the frontier zone there shall be one or more corresponding operational units of the services of the other Party. These relationships shall give rise to privileged exchanges of information and of personnel between operational units as set out in the provisions of this part.

Each operational unit shall ensure regular contact with its corresponding units.

Article 17. Cooperation between corresponding units

The corresponding units of both Parties as defined in article 16 shall engage in direct transfrontier cooperation in police and customs matters. In that context, these units share, in particular, the following tasks:

Coordination of their joint action in order to maintain public order and security, to combat illicit trafficking, illegal immigration and crime in the frontier zone;

Compilation and exchange of information on police and customs matters.

Article 18. Secondment of agents

1. Each competent service of either Party may second agents to the corresponding units of the other Party within the meaning of article 16 of this Agreement. Such agents shall be selected, as far as possible, among those who are serving or have already served in the corresponding units of the units to which they are seconded.

2. Such agents shall be liaison officers within the meaning of article 10 of this Agreement. The secondment agreement referred to in article 10, paragraph 1, of this Agreement shall mention, for each such agent, the specific details of the tasks to be performed and the duration of the secondment.

Article 19. Role of seconded agents

1. The agents referred to in article 18 of this Agreement shall work in conjunction with the corresponding units of the unit to which they are attached. On that basis, they need to be familiar with the files which have, or may have, a transfrontier dimension. Such files shall be selected by joint agreement between the responsible officials of the corresponding units.

2. These agents may be given the task of participating in joint investigations, subject to the rules of criminal procedure of each of the Parties, and carrying out surveillance of public events in which the services of the other Party are likely to have an interest. They shall have no authority independently to give effect to police or customs measures.

Article 20. Periodic meetings of responsible officials

Officials responsible for the corresponding units shall meet regularly and on the basis of the operational requirements appropriate to the level of responsibility of the units concerned. At such meetings:

They shall review the cooperation between their units;

They shall exchange statistical data on the various forms of criminal activity within their competence;

They shall devise and bring up to date joint action plans for situations requiring coordination between the units on either side of the frontier;

They shall jointly devise search plans;

They shall organize patrols within which a unit of either Party may receive the assistance of one or more agents of a unit of the other Party;

They shall schedule joint exercises in the frontier zone;

They shall reach agreement on the foreseeable needs for cooperation in the light of anticipated events or the development of various forms of crime.

A report shall be prepared following each meeting.

PART V. GENERAL PROVISIONS

Article 21. Criminal liability of agents engaged in pursuit or surveillance

During the operations referred to in articles 7 and 8 of this Agreement, agents on mission in the territory of the other Party shall be subject, with respect to offences of which they might be victims or which they might commit, to the regimes of civil and criminal liability of the Party in whose territory they are.

Article 22. Civil liability in the case of surveillance or pursuit

1. Where, in accordance with articles 7 and 8 of this Agreement, the agents of one Party are on mission in the territory of the other Party, the former Party shall be liable for damage caused by them during the conduct of the mission in accordance with the law of the Party in whose territory they are operating.

2. The Party in whose territory the damage referred to in paragraph 1 is caused shall make reparation for such damage under the conditions applicable to damage caused by its own agents.

3. The Party whose agents have caused damage to any person in the territory of the other Party shall reimburse to the latter the full amount it has paid to the victims or their successors in title.

4. Without prejudice to the exercise of its rights with regard to third parties and as an exception to the provision of paragraph 3, each Party, in the case set forth in paragraph 1, shall refrain from seeking reimbursement from the other Party of the amount of the damage it has suffered.

Article 23. Legal status of agents in cases other than pursuit or surveillance

1. Agents carrying out their duties in the territory of the other Party in compliance with the provisions of parts III and IV of this Agreement shall report to their original command structure but shall comply with the internal rules of the unit to which they are seconded or of the joint centre to which they are attached.

2. Each Party shall grant to the agents of the other Party who are seconded to its units or attached to joint centres located in its territory the same protection and assistance as it extends to its own agents.

3. The penal provisions in force in each State for the protection of officials in the performance of their functions shall also be applicable to offences committed against the agents of the other Party seconded to its unit or attached to the joint centres located in its territory.

4. Agents seconded under article 18 or attached to a joint centre shall be subject to the civil and criminal liability regimes of the Party in whose territory they are located.

5. Agents seconded under article 18 or attached to a joint centre may report to the unit to which they are seconded and carry out their duties wearing their national uniform or a clear distinctive emblem and carrying their service weapons for the sole purpose, when necessary, of legitimate self-defence.

6. The Convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and fortune of 9 September 1966 between Switzerland and France shall apply to agents seconded or attached to a joint centre.

Article 24. Periodic review of cooperation

The competent services of both Parties in the frontier zone and the responsible local officials of the joint centres shall meet at least twice a year to review their cooperation, to draw up a joint programme of work and to contribute to the development and implementation of coordinated strategies over all or part of the common frontier or in the frontier zone.

A report shall be prepared following each meeting.

Article 25. Reinforcements of limited duration

In addition to cases of secondment covered by article 18, every competent service of either Party may make available to the corresponding operational units of the other Party, or of the joint centres, one or more agents for periods for less than 48 hours depending on the needs linked to a specific matter. Such agents shall be subject to the provisions of article 23 of this Agreement.

Article 26. Dissemination of information

The services of the Parties:

Shall notify each other of the organizational structure and coordinates of the operational units of the frontier zone;

Shall draw up a simplified code to designate the location of operational activities;

Shall exchange their professional publications and organize regular reciprocal collaboration in the drafting of such publications;

Shall disseminate the information exchanged to the joint centres and the corresponding units.

Article 27. Language training

Subject to requirements, the Parties shall encourage appropriate language training for those of their agents who are likely to serve in the joint centres and corresponding units. They shall provide refresher training in language skills for the agents whose posting to the frontier zone is confirmed.

Article 28. Exchange of trainees

The Parties shall carry out exchanges of trainees in order to familiarize their agents with the structures and practices of the services of the other Party.

Article 29. Periodic visits and seminars

1. The Parties shall organize exchange visits between their corresponding units in the frontier zone.

2. They may invite agents selected by the other Party to participate in their professional seminars and other forms of further training.

Article 30. Data protection

1. In the fields of cooperation covered by this Agreement, personal data are compiled, processed, communicated and made accessible with due respect for the relevant national and international provisions on data protection. In particular, the data must be:

(a) Processed fairly and lawfully;

(b) Compiled or communicated for specific, explicit and legitimate purposes, in particular in the areas referred to in article 5, paragraph 2, and may not subsequently be processed in a manner incompatible with such purposes;

(c) Appropriate, relevant and not excessive in terms of the purposes for which they have been compiled, processed or communicated;

(d) Accurate and, where necessary, updated or corrected;

(e) Kept in a permanent form enabling the persons concerned to be identified for a period not greater than is necessary for the attainment of the objectives for which they were compiled or processed;

(f) Accessible to any person providing proof of identity, for data relating to such person.

2. Any information communicated in compliance with this Agreement shall be regarded as confidential under the rules applicable in each Party. It shall be covered by the obligation of professional secrecy and enjoy the protection extended to similar information by the applicable laws in the territory of the Party receiving such information.

3. Personal data, in other words any information relating to an identified or identifiable individual, may be exchanged between the competent services referred to in article 1 only if both Parties extend an equivalent level of protection to such data. Data relating to third parties not involved must in no case be retained. Similarly, the transmission by either Party of data of a personal nature to a third country remains subject to the authorization of the Party that initially provided the data.

4. The consultation of personal data automatically processed by a Party shall be restricted solely to the agents of such Party. The Parties shall take appropriate technical and organizational measures to protect personal data against any unauthorized access or processing.

5. The exchange of personal data shall be without prejudice to any obligations to safeguard the essential interests of each State. Reasons must be given for any refusal to communicate data.

Article 31. Financial provisions

The provisions of this Agreement shall be interpreted within the framework and limits of the budgetary resources of each of the Parties.

Article 32. Exemption from the formalities relating to foreign nationals

Agents performing their duties in the territory of the other Party, and their dependent family members, shall not be subject to the immigration restrictions or the registration formalities for foreign nationals.

Article 33. Compliance with national tax and customs regulations

Transfrontier cooperation in judicial, police and customs matters shall be conducted with due respect for relevant national tax and customs regulations.

Article 34. European Community agreement on mutual customs assistance

Cooperation between customs administrations provided by this Agreement shall be conducted without prejudice to the provisions of the additional protocol of 9 June 1997 relating mutual administrative assistance in customs matters between the European Union and Switzerland.

Article 35. Existing agreements

This Agreement shall not affect the implementation of the bilateral agreements in force between France and Switzerland.

Article 36. Settlement of disputes

1. Difficulties concerning the implementation or interpretation of this Agreement shall be the subject of consultations between the competent authorities of the Parties.

2. Either Party may call for a meeting of experts of the two Governments in order to resolve questions relating to the implementation of this Agreement and to submit proposals for the development of cooperation.

Article 37. Entry into force, duration and denunciation

Each Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement which shall take effect on the first day of the month following the day on which the second notification was received.

This Agreement is concluded for an indefinite period. Either Party may denounce it at any time on six months' notice. Such denunciation shall not affect the rights and obligations of the Parties stemming from the cooperation entered into in the framework of this Agreement.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, being duly authorized to that effect, have signed this Agreement.

Done in the French language at Berne on 11 May 1998 in two copies.

For the Government of the French Republic:

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

For the Swiss Federal Council:

ARNOLD KOLLER

JOINT STATEMENT OF THE CONTRACTING PARTIES ON THE OCCASION OF
THE SIGNATURE OF THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC AND THE SWISS FEDERAL COUNCIL ON TRANS-
FRONTIER COOPERATION IN JUDICIAL, POLICE AND CUSTOMS MATTERS

"The Governments of the Contracting Parties declare that, after signing this Agreement, they shall initiate or continue discussions in the following areas:

Improvement and simplification of practices with respect to extradition;

Improvement of cooperation with respect to pursuit operations related to offences against the road traffic regulations;

Consideration of the feasibility of the extension of judicial assistance to areas such as undercover investigations and controlled delivery;

Consideration of the feasibility of enhanced cooperation for assistance to national information systems."

Done at Berne on 11 May 1998 in two copies.

For the Government of the French Republic:

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

For the Swiss Federal Council:

ARNOLD KOLLER

